

Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

Montpellier, le

ARRETE N° 85-1-1826

Commune de MAUGUIO

REGLEMENTATION EN EAU POTABLE
INSTITUTION DES PERIMETRES
PROTECTION ET DERIVATION
D'EAUX SOUTERRAINES

Le Préfet
de la région Languedoc-Roussillon,
et du département de l'Hérault

Officier de la Légion d'Honneur

VU le code rural et notamment l'article 113 ;

VU le code des communes ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L 20 et L 20-1 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

VU le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière
(article 36-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 61-987 du 24 août 1961 relatif au conseil supérieur d'hygiène publique
de France ;

VU le décret 61-859 du 1er août 1961 portant réglementation d'administration publique
pour l'application du chapitre III du titre 1er du code de la santé publique, relatif
aux eaux potables ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux
et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique
pris pour l'application de l'article L 20 du Code de la Santé Publique modifié par
l'article 7 de la loi du 16 décembre 1964 n° 64-1245 et modifiant le décret n° 61-859
du 1er août 1961 ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi
n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la
lutte contre leur pollution ;

.../...

- VU la circulaire du 10 décembre 1968 du Ministre d'Etat chargé des affaires sociales et du Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé du plan et de l'aménagement du Territoire relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation de collectivités humaines ;
 - VU le décret n° 73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (1°) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
 - VU le décret 73.219 du 23 février 1973 portant application des articles 40 et 57 de la loi 68.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la réglementation des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
 - VU la circulaire du 2 septembre 1973 fixant les modalités d'application du décret n° 73-219 du 23 février 1973 ;
 - VU la circulaire n° 5068 du 17 septembre 1974 du Ministère de l'Agriculture, prise pour l'application de l'article L20 du code de la santé, du décret n° 61-855 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 ;
 - VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
 - VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 puis par l'application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 précitée ;
 - VU l'arrêté préfectoral publiant la liste des personnes susceptibles d'être désignées en 1989 en qualité de Commissaire-Enquêteur à l'occasion des enquêtes d'utilité publique et parcellaire dans le Département pour les expropriations pour cause d'utilité publique ;
 - VU la délibération du Conseil Municipal de MAUGUIO en date du 16 mai 1988 demandant l'ouverture d'une enquête en vue de la dérivation des eaux souterraines et de la délimitation des périmètres de protection ;
 - VU les pièces du dossier d'enquête et notamment :
 - l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 26 mai 1988 ;
 - le rapport géologique en date de février 1988 définissant les divers périmètres de protection ;
 - VU l'arrêté de Monsieur le Préfet de l'Hérault, en date du 2 mars 1989 qui a été publié et inséré dans deux journaux du département et que l'arrêté a été affiché pendant 30 jours pleins et consécutifs, en mairie de MAUGUIO ;
 - VU en date du 2 mai 1989, les conclusions favorables du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique des périmètres de protection ;
 - VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sur les résultats de l'enquête ;
- Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault ;

A R R E T E

Article 1 -

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de MAUGUIO en vue du renforcement de son alimentation en eau potable.

Article 2 -

La commune de MAUGUIO est autorisée à dériver un débit maximum de :

- * 100 m³/H Forage de SAINT-VINCENT
- * 100 m³/H Forage de SALINAS.

La durée de pompage ne devra pas excéder 20 heures par jour.

Article 3 -

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit fixé à l'article 2 précédant, ainsi que les appareils de contrôle devront être soumis par la mairie de MAUGUIO à l'agrément de l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de l'Hérault. La mairie de MAUGUIO installera, entretiendra et exploitera, à ses frais, dans un ou des locaux accessibles tous appareils nécessaires :

- au contrôle des débits et des quantités d'eau prélevées ;
- au suivi de l'évolution de la nappe.

Article 4 -

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa délibération du 16 mai 1988, la commune de MAUGUIO devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 -

Sans préjudice des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les déversements, rejets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières, il sera établi autour des ouvrages de captage :

A - PRESCRIPTIONS DU GEOLOGUE

I - CAPTAGES EXISTANTS :

a) Périmètre de protection immédiate :

1°) Forages Monument et Restaurant :

L'enclos actuel (mur et grille en façade) sera maintenu. Seules les activités nécessaires à l'entretien du captage sont autorisées.

La D.D.A.S.S. vérifiera qu'un nettoyage complet du périmètre soit effectué.

1°) Forage A. CAMUS

Le forage sera entouré d'un grillage infranchissable. La pelouse du terrain de jeux ne devra pas recevoir d'engrais.

b) Périmètre de protection rapprochée et étendue :

Un périmètre de protection rapprochée et étendue ne pouvant être défini en zone urbaine, il sera effectué un contrôle, dans la mesure des possibilités techniques, du réseau d'assainissement et de ses raccords aux collecteurs principaux près des forages (A. CAMUS essentiellement).

Il sera effectué des contrôles fréquents sur les teneurs en nitrates, nitrites et fer, des eaux souterraines captées par ces trois forages.

II - CAPTAGES NOUVEAUX

a) Périmètre de protection immédiate :

1°) Forage de SALINAS

Il sera constitué par un carré de 20 m x 20 m centré sur le forage actuel, un côté étant parallèle à la limite parcelle vigne du sud.

Ce périmètre sera acquis en pleine propriété, clôturé par un grillage de 2 m de haut. Il sera interdit d'y stocker tout produit susceptible de provoquer une pollution. Seules les activités nécessaires à l'entretien du captage seront autorisées.

La tête du forage sera équipée selon le modèle qui figure en annexe 4 du rapport géologique et ci-annexé.

2°) Forage VINCENT

Ce périmètre sera constitué par un rectangle de 20 m x 30 m, la plus grande longueur étant prise dans le sens de la limite parcellaire nord.

Les mêmes prescriptions que celles concernant le forage SALINAS seront appliquées y compris l'équipement de la tête du forage.

.../...

b) Périmètre de protection rapprochée :

Il sera commun aux deux forages et suivra le tracé en annexe 5 du rapport géologique.

Il sera interdit d'y déposer, à usage industriel ou commercial, tout produit susceptible de provoquer une pollution des eaux souterraines. Toutefois, certains stockages (engrais par exemple) pourront être soumis à l'avis d'un géologue dans la mesure où ceux-ci seraient entreposés sur dalle étanche et sous toiture. Dans tous les cas, une demande devra être faite auprès des autorités compétentes.

Dans ce périmètre, tout assainissement autonome devra être soumis à l'avis des autorités sanitaires et sociales, tout nouveau captage par forage sera interdit pour ce qui concerne l'irrigation et une entente, à l'amiable, sera éventuellement élaborée avec les particuliers possédant déjà des forages.

c) Périmètre de protection éloignée :

Il se raccorde avec le même périmètre déjà défini autour du forage de la Gastade, suivant arrêté préfectoral en date du 5 mai 1985.

Il est figuré sur l'annexe 5 jointe au rapport géologique et ci-annexé.

Dans ce périmètre, les activités industrielles susceptibles de rejeter des eaux usées seront contrôlées et feront l'objet d'un préalable d'implantation soumis à l'avis du Géologue et des autorités compétentes en matière d'hygiène et d'assainissement des eaux usées.

B - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES :

Pour les nouveaux forages "VINCENT" et "SALINAS", l'avis du Géologue devra être respecté et complété par les prescriptions de la D.D.A.S.S., à savoir :

a) Protection immédiate :

- Périmètres définis dans le rapport du Géologue avec interdiction de toute activité au sein desdits périmètres sauf celle liée à l'exploitation du forage.

Ces périmètres seront acquis en pleine propriété et clôturés par un grillage de 2 m de haut.

Les têtes de forage seront conformes au plan joint au rapport géologique.

.../...

b) Protection rapprochée :

Ce périmètre constituera une zone NC spécifique du POS.

Il seront interdits :

- Les établissements relevant de la législation des établissements classés
- Les dépôts d'ordures ménagères et de déchets inertes
- Les carrières
- Les dépôts industriels et commerciaux de produits susceptibles de provoquer une pollution des eaux souterraines
- Tout nouveau forage à l'exception de ceux destinés à l'alimentation en eau potable communale.

Les habitations existantes devront se mettre en conformité avec la législation existante.

Tous les forages existants devront être équipés d'un système de fermeture.

c) Protection éloignée :

Dans ce périmètre, la réglementation générale de protection des eaux souterraines sera strictement appliquée. En particulier, les activités industrielles susceptibles de rejeter des eaux usées seront contrôlées et seront soumises, notamment, à l'avis d'un géologue agréé.

Pour les forages existants (RESTAURANT, MONUMENT, A. CAMUS)

Le Géologue définit uniquement des périmètres de protection immédiate, savoir :

- Forage "A. CAMUS" : clôture de 2 m de hauteur et interdiction d'épandre des engrais sur l'aire de jeux.
- Forages "RESTAURANT - MONUMENT" : le périmètre actuel sera maintenu et débarrassé de tout dépôt d'engrais.

A l'intérieur des périmètres, toute activité autre que celle liée à l'exploitation des ouvrages, sera interdite.

- Les qualités bactériologiques et physico-chimiques de l'eau des trois forages seront suivies régulièrement en liaison avec la D.D.A.S.S..

- L'utilisation de l'eau de ces trois forages sera tolérée sous les conditions suivantes :

- . Mélange de l'eau des anciens forages avec l'eau des nouveaux forages, afin que la teneur en nitrates des eaux distribuées soit en permanence inférieure à 50 mg/litre.
- . La commune de MAUGUIO devra s'engager à poursuivre ses recherches d'eau dans le secteur SALINAS et VINCENT afin de pouvoir, le moment venu, arrêter l'utilisation des anciens forages.
- . La commune de MAUGUIO informera annuellement le C.D.E. de l'état d'avancement de ces recherches en eau et de la qualité des eaux des trois forages existants.
- . Le dossier d'exécution sera soumis pour accord à la D.D.A.S.S..

Article 6 -

Les installations existantes sur ces périmètres devront se mettre en accord avec la réglementation en vigueur et les nouvelles prescriptions indiquées à l'article 5 ci-dessus.

Article 7 -

Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la commune de MAUGUIO, d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, d'autre part, publié à la Conservation des Hypothèques du département de l'Hérault.

Article 8 -

Les eaux distribuées à partir des installations de pompage devront répondre aux normes du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique en France.

Article 9 -

La commune de MAUGUIO est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, en vertu de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

Article 10 -

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas accomplies dans le délai de 5 ans à compter de ce jour.

Article 11 -

Il sera pourvu à la dépense au moyen de subventions et d'emprunts.

Article 12 -

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 13 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Hérault, le Maire de la commune de MAUGUIO, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, et l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.


MONTPELLIER, le 1er juin 1969

p. Le Préfet,
le Secrétaire Général,

Michel PIRAUDT

Ampliation de l'arrêté dont
l'original est conservé au
Registre des arrêtés sous la
numéro 83. A. 1826

LE CHEF DE BUREAU,


Jean-Pierre FAURY

